

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 37 – du 10 octobre au 17 octobre 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : ISRAËL - NOUVELLES DÉGRADATIONS DE LA NOTE SOUVERAINE

Les agences de notation Moody's et S&P ont l'une après l'autre abaissé la note souveraine d'Israël. Dans le contexte de l'aggravation de la situation sécuritaire, Moody's a annoncé le 28 septembre sa décision de baisser la note souveraine d'Israël de A2 à Baa1, soit une dégradation de trois crans depuis février. Après la perspective négative émise par l'agence en février, l'abaissement de la note de crédit d'Israël par Moody's ne constitue pas une surprise mais reste exceptionnel à triple titre : **(i)** intervenu en dehors du calendrier traditionnel, **(ii)** il consiste en une réduction inédite de deux crans de A2 à Baa1 **(iii)** et la perspective négative reste en vigueur. Le 2 octobre, S&P a imité Moody's en rétrogradant la note souveraine d'Israël de A+ à A avec perspective négative. Après le déclassement de A+ à A par Fitch en août, les trois agences affichent une position désormais globalement alignée.

LE CHIFFRE À RETENIR

70%

**RATIO DETTE/PIB ESTIMÉ
PAR LES AGENCES DE
NOTATION POUR 2025**

Les raisons invoquées par Moody's et S&P se concentrent sur les implications d'une guerre dont l'intensité s'accroît et la durée s'étend, augmentant les risques sécuritaires et géopolitiques. Moody's anticipe des risques pour la solvabilité d'Israël à court et à long terme. Elle constate un affaiblissement de l'économie, nourri par la détérioration de la situation fiscale, le retard accumulé dans la préparation du budget 2025, l'incertitude concernant le « jour d'après » dans le conflit, ou encore l'absence de plans du gouvernement. S&P prévoit que les menaces sécuritaires ébranleront la confiance des consommateurs et des investisseurs, alors que les secteurs de la construction, de l'agriculture et du tourisme enregistrent de faibles niveaux d'activité. Une opération terrestre d'ampleur au Liban pourrait en outre limiter la reprise économique à court terme en mobilisant massivement les réservistes. Moody's prévoit une croissance du PIB réel de 0,5% en 2024 et a revu à la baisse sa prévision de croissance potentielle pour 2025, à 1,5% au lieu de 4% (respectivement 0% en 2024 et 2,2% en 2025 pour S&P). Les deux agences jugent peu crédible l'objectif du gouvernement d'un déficit budgétaire limité à 6,6% du PIB en 2024. Moody's s'attend à ce qu'il excède 7,5% d'ici la fin de l'année (9% pour S&P). Moody's et S&P prédisent enfin une augmentation du ratio dette publique/PIB à 70 % en 2025.

Mis sous pression, le gouvernement devra présenter rapidement un cadre budgétaire pour 2025 de nature à rassurer les marchés. À l'issue du comité monétaire du 9 octobre, le gouverneur de la Banque Centrale a appelé à considérer sérieusement le signal des agences de notation. Pour rétablir la confiance des investisseurs, le comptable général du Ministère des Finances et la Banque Centrale ont insisté auprès du gouvernement pour qu'il approuve au plus tôt le budget de l'État pour 2025 et pour que celui-ci priorise des investissements dans les moteurs de croissance et les infrastructures malgré la guerre. Avec près de deux mois de retard, les discussions budgétaires ont certes été enclenchées à la fin de l'été mais le gouvernement peine toujours à consolider le budget 2024 du fait des dépenses de défense accrues.

Service Économique de Tel Aviv

ÉGYPTE

1. LANCEMENT OFFICIEL DES TRAVAUX À RAS EL HEKMA

Les 3 et 4 octobre, le Président des Émirats Arabes Unis, Sheikh Mohammed bin Zayed, a officiellement inauguré les travaux de construction de [Ras El Hekma](#) lors d'une visite en Égypte, en présence du Président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi. Ce projet de développement de la péninsule de Ras El Hekma découle d'un accord d'investissement historique de 35 Mds USD, signé le 23 février 2024 avec le fonds souverain d'Abu Dhabi, ADQ. Il vise à créer une ville nouvelle, comprenant un complexe touristique, une zone franche, des infrastructures portuaires et aéroportuaires, ainsi que divers quartiers commerciaux et résidentiels. Ce projet représente l'investissement étranger le plus important dans l'histoire de l'Égypte, équivalant à 9 % du PIB, et devrait catalyser un volume total d'investissements de 150 Mds USD d'ici 20 à 30 ans. À cette occasion, plusieurs accords et contrats ont été signés, l'entreprise saoudienne Modon Holding a été chargée de la maîtrise d'ouvrage de ce mégaprojet. La construction de la première phase devrait commencer dès le mois prochain et s'étendre sur trois ans, avec la participation de grands groupes égyptiens tels qu'Orascom Construction, Elsewedy Electric et Taqa Misr.

2. AIR LIQUIDE INAUGURE UNE NOUVELLE UNITÉ DE PRODUCTION DE GAZ

[Air Liquide](#) a célébré le 15 octobre, lors d'une cérémonie au Grand Egyptian Museum au Caire, la mise en service de son treizième site industriel en Égypte, situé à Ain Sokhna, dans la Zone Économique du Canal de Suez. L'événement a réuni le Président de la SC Zone et le Directeur Régional d'Air Liquide pour l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Inde. Le site est la plus grande unité de séparation de gaz d'Égypte exploitée par le groupe: il a mobilisé un investissement de 80 M USD et dispose d'une capacité de production de 1 200 tonnes de gaz par jour. Les gaz produits, notamment l'oxygène, l'azote et l'argon, sont principalement destinés à un usage industriel et sont livrés directement aux installations industrielles voisines via un réseau de pipelines, dont l'usine de verre du groupe français Saint Gobain. Une partie de la production est également destinée aux hôpitaux. Présent en Égypte depuis 2002, Air Liquide est leader sur le marché de la production de gaz dans le pays.

3. INAUGURATION DE NOUVELLES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT AU CAIRE

Le 12 octobre 2024, le président Abdel Fattah El Sisi a inauguré la [gare ferroviaire de Bashtil](#), située dans le gouvernorat de Gizeh, en présence de l'Ambassadeur de France. Cette nouvelle gare, équipée de 11 quais, en service depuis octobre 2023, est la deuxième gare du Caire et a pour objectif d'augmenter la fréquence des liaisons ferroviaires entre la capitale et la Haute Égypte, face à l'affluence croissante enregistrée à la gare historique de Ramsès. À cette occasion, le gouvernement a rappelé son ambitieux plan de développement des infrastructures ferroviaires, visant à accueillir 2 millions de passagers par jour à l'horizon 2030. Le président Sissi a également inauguré l'extension 3C de la ligne 3 du métro du Caire, qui est entrée en service en avril 2024 et est opérée par RATP Dev. Financé par un prêt souverain de 300 M EUR octroyé par l'AFD, ce nouveau tronçon s'étend sur 7,1 km et compte 15 stations. Il permet d'améliorer l'accès aux quartiers de Gizeh ainsi qu'à plusieurs sites métropolitains, dont l'Université du Caire. La ligne est déjà empruntée par près de 11 millions de passagers par mois.

4. SUSPENSION DES NOUVELLES LICENCES DE CRÉDIT

L'[Autorité de régulation financière \(FRA\)](#) suspend pour un an la délivrance de nouvelles licences pour les sociétés de crédit à la consommation et de microfinance. Cette décision vise à garantir la stabilité du marché et des institutions financières non-bancaire (IFNB) ainsi qu'à évaluer la solvabilité des prestataires en réponse à l'augmentation des licences accordées. Au cours des deux dernières années, la FRA a octroyé 10 licences de microfinance et 15 licences de crédit à la consommation, suscitant des préoccupations concernant la santé financière des opérateurs existants. Actuellement, 25 sociétés de microfinance et 30 sociétés de crédit à la consommation servent respectivement 3,8 M et 1,9 M de clients, avec des financements totalisant 56,2 Mds et 35,5 Mds EGP (2,25 et 1,43 Mds USD). Un dialogue sera lancé prochainement avec les sociétés opérant dans les activités de financement non bancaire dans la perspective de la mise en œuvre des normes de solvabilité conformément à Bâle III.

IRAK

1. L'IRAK AUGMENTE DE 50% SA QUOTE-PART FMI

Le Conseil des ministres a approuvé le mardi 15 octobre une augmentation de la quote-part du pays au Fonds monétaire international (FMI) de 831,9 millions de droits de tirage spéciaux (DTS), soit

1,1 Md USD. Cette augmentation de 50% renforcera le pouvoir de vote de l'Irak au sein de l'institution internationale. L'inclusion de cette allocation dans les réserves internationales du pays sera prise en compte dans le budget 2025.

2. DÉPLOIEMENT ACCÉLÉRÉ DE LA FIBRE OPTIQUE

Le ministère des Communications indique que 3,5 millions de connexions de fibre optique à domicile (Fibre-to-the-home, FTTH) ont été déployées à mi-octobre 2024. Le programme d'installation de fibre optique marque une progression soutenue depuis son démarrage: 276 500 connexions en 2021, 1,5 million en 2022 et 2,9 millions en 2023. Le développement du réseau et la modernisation des infrastructures sont essentiels pour soutenir la transformation numérique en cours du pays.

IRAN

1. 71% DES OBLIGATIONS VENDUES À MI-PARCOURS.

Selon la Banque Centrale, au cours des six premiers mois de l'exercice en cours, sur les 2,54 M Mds IRR d'obligations à émettre prévues par la loi de finances 2024/2025, 1,94 M Mds IRR (soit 2,8 Mds € au taux de change libre de 1 € = 680 000 IRR) ont été émises. 93 % de ces obligations ont été achetées par les banques, les institutions de crédit et le marché secondaire. Restent donc à émettre, pour le deuxième semestre, 0,74 M Mds IRR (soit 1,08 Md EUR) pour équilibrer le budget de l'État tel que conçu par la loi de finances. Ces émissions apparaissent cependant insuffisantes pour maintenir un budget équilibré, en raison de dépenses non prévues mais anticipées, par la Banque Mondiale notamment ainsi que par le Ministre de l'Économie, qui a récemment indiqué que le déficit budgétaire de l'année devrait s'élever à 8,5 M Mds IRR (soit 12,5 Mds EUR au taux de change libre), alors que la loi de finances prévoit un budget à l'équilibre. Par ailleurs, la part des revenus d'exportations pétrolières et gazières alloués au Fonds National de Développement (FND) a été réduite par rapport à ce que prévoit la loi de finances 2024/2025 (de 43 % à 20 %), au profit de l'État, après approbation du Guide suprême en septembre. Cette réduction devrait contribuer à une baisse du déficit budgétaire à hauteur de 5,1 Mds EUR (au taux de change libre).

2. L'IRAN POURRAIT DEVENIR MEMBRE ACTIONNAIRE DE LA BANQUE DES BRICS

À l'occasion d'une réunion des BRICS à Moscou le 14 octobre, le directeur de la Banque Centrale d'Iran (BCI) a déclaré son intention de faire de la BCI un

membre actionnaire de la Nouvelle banque de développement (anciennement «Banque des BRICS»). Il a également déclaré que les banques centrales iranienne et russe avaient précédemment conclu de «bons accords» sur la connexion de leurs systèmes respectifs – SHETAB et MIR. Pour mémoire, le gouverneur de la BCI avait déjà annoncé en juillet dernier que l'interconnexion de ces systèmes était prête et serait disponible pour effectuer des opérations par carte bancaire avant fin août. Or, aucune avancée concrète n'a été constatée depuis.

3. PRIORITÉ À L'OPTIMISATION ÉNERGÉTIQUE

Selon une déclaration du vice-ministre du Pétrole, les projets d'optimisation énergétique seraient désormais une priorité pour le secteur, une augmentation significative de la production à court terme semblant peu réaliste, tandis que la consommation intérieure ne cesse de croître ces dernières années. Actuellement, un déficit de 10 M litres/jour d'essence et de 300 M m³/jour de gaz oblige le pays à importer à un rythme croissant ces deux produits. La consommation quotidienne d'essence (130 M litres) ayant entraîné une hausse des importations, évaluées par le ministère à 4 Mds USD depuis le début de l'année persane, constitue l'une des principales causes du déficit budgétaire pour cette année. La perte d'énergie (i) au cours des processus de production, de transformation et de distribution de l'électricité (ii) ainsi que dans les raffineries de pétrole et de gaz est estimée à 18 % de l'énergie nette totale produite, soit l'équivalent de 1,4 M bpj de pétrole.

4. L'EXPORTATION DE BITUME GÈNÈRE 2 MDS USD DE REVENUS

Selon le directeur du centre de recherche du ministère des Routes, la production annuelle de bitume atteint 5,5 Mt par an, dont 3 Mt sont destinées à l'exportation pour une valeur de 2 Mds USD. Les 2,5 Mt restantes sont consommées sur le marché local, avec 49 % par le ministère des Routes et 20 % par la Fondation des déshérités dans le cadre de divers projets. Le transport routier, avec 300 000 kilomètres de routes sur le territoire, est le mode de transport le plus fréquenté par les voyageurs et le fret. Les principales destinations d'exportation du bitume sont les pays voisins, les pays africains, l'Inde et la Chine.

ISRAËL

1. VERS UNE REPRISE DE LA TECH EN 2024 ?

Les levées de fonds de la Tech israélienne sont en hausse en 2024. D'après le rapport du centre de recherche IVC et de Leumi Tech, le secteur de la haute technologie a levé 7,4 Mds USD au cours des trois premiers trimestres de l'année contre 5,5 Mds USD à la même période en 2023. Au 3^{ème} trimestre 2024, le capital levé a notamment atteint 2,4 Mds USD, en hausse de 40 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2023. Par ailleurs, les rondes de financement de séries B et C ont attiré 15% de capitaux supplémentaires. Le rapport relève également que le nombre de nouvelles licornes israéliennes augmente à nouveau après avoir diminué depuis 2021. Entre le 1^{er} et le 3^{ème} trimestre 2024, six nouvelles licornes ont été créées contre quatre pour l'ensemble de l'année 2023.

2. RETARDS IMPORTANTS DANS LES PROJETS FERROVIAIRES URBAINS

Dans le climat d'incertitude lié à la guerre, les projets ferroviaires urbains à Tel Aviv et Jérusalem prennent du retard. Alors que l'inauguration de l'extension de la ligne rouge à Jérusalem - projet mené par le groupe espagnol CAF - était prévue initialement pour juin 2023, elle avait été reportée à novembre 2024 suite au déclenchement de la guerre Israël - Hamas. Face à l'intensification du conflit, le projet ne sera finalement terminé qu'en 2025, entre autres en raison d'une pénurie de travailleurs et de divergences entre les maîtres d'œuvre. À Tel Aviv, le directeur général de Metropolitan Mass Transit System estime que la ligne verte du tramway - projet mené par le consortium TMT - devrait être mise en service après 2028. En raison de la guerre, les progrès du tunnelier dans le centre-ville de Tel Aviv ont notamment pris du retard.

3. WIZZ AIR ET DELTA AIRLINES REPORTENT À 2025 LEURS VOLS VERS ISRAËL

Un nombre croissant de compagnies aériennes étrangères suspend ses liaisons avec Israël. Après KLM, American Airlines ou Virgin Atlantic, Wizz Air et Delta Airlines ont fait des annonces en ce sens. Delta Airlines vient de signaler l'annulation de ses vols jusqu'à avril 2025. Pour la première fois depuis qu'elle a commencé à opérer en Israël, la compagnie aérienne low-cost Wizz Air a quant à elle annoncé une annulation de tous ses vols jusqu'à la mi-janvier 2025. Jusqu'à présent, en dehors de courtes périodes liées aux tensions régionales, Wizz Air n'annulait pas ses vols. Pour rappel, début octobre, la compagnie low-cost Transavia a annulé ses vols à destination et en

provenance de Tel Aviv jusqu'à la fin du mois de mars 2025. Cette dynamique devrait accroître davantage la part d'El Al dans le trafic aérien israélien et la dépendance des voyageurs à ses opérations.

JORDANIE

1. L'INFLATION À +1,65% SUR LES 9 PREMIERS MOIS DE 2024

Selon le Département des Statistiques (DoS), l'indice des prix à la consommation (IPC) a enregistré une hausse de +1,01 % au mois de septembre 2024 en glissement annuel (g.a) et de +1,65 % sur les neuf premiers mois de 2024. L'inflation en septembre a principalement été portée par l'augmentation des prix des catégories : « effets personnels » (+17,07 %), « eau et assainissement » (+7,34 %), « tabac » (+6,70 %). À l'inverse, les catégories « légumes et légumineuses », « viande et volaille » et « vêtements » ont enregistré des baisses de prix, respectivement de -5,10 %, -4,03 % et -3,10 %.

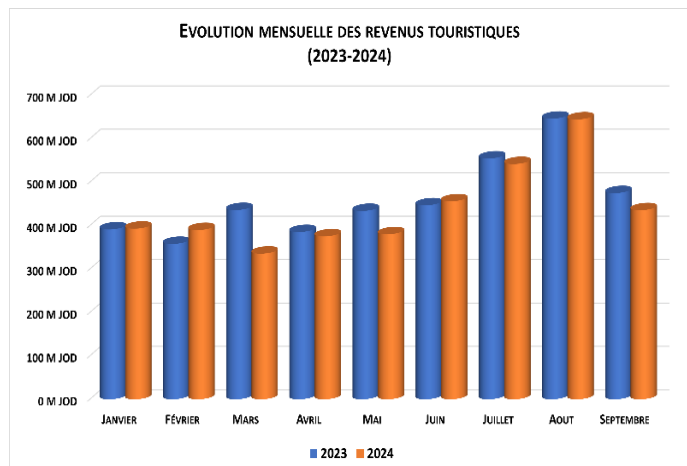
2. ACCORD AVEC LE FMI SUR LA 2^{ÈME} REVUE EFF

Le FMI et les autorités jordaniennes ont trouvé un accord sur la 2^{ème} revue du mécanisme élargi de crédit (Extended Fund Facility – EFF), menée début octobre par une délégation de Washington. L'ensemble des critères de performance et des cibles ont ainsi été atteints. L'économie jordanienne continue d'être résiliente, malgré l'intensification du conflit dans la région. La prévision de croissance pour 2024 a été légèrement revue à la baisse à +2,3 %, contre +2,4 % prévu après la 1^{ère} revue, et devrait atteindre +2,5 % en 2025, en dépit d'une diminution de la demande domestique. La dette publique (hors actifs du SSIF) devrait dépasser légèrement les 90 % du PIB en fin d'année, contre 89,5 % fin 2023. Le déficit du compte courant devrait quant à lui s'élever à 4,4 % du PIB en 2024 et à 4,7 % du PIB en 2025.

3. DIMINUTION (-4,3%) DES RECETTES TOURISTIQUES SUR LES 9 PREMIERS MOIS DE 2024

Selon le Ministère du Tourisme et des Antiquités, les recettes touristiques ont diminué de -4,3 % en g.a. au cours des 9 premiers mois de 2024, s'élevant ainsi à 3,9 Mds JOD (5,5 Mds USD). Le nombre de touristes a quant à lui diminué de -7 % au total en g.a. sur la même période. Cette baisse est principalement due aux touristes en provenance d'Amérique (-48,8 %), d'Asie (-44,4 %), d'Europe (-36,3 %) et d'Afrique (-3,9 %). Les arrivées de visiteurs des pays arabes ont en revanche augmenté de +5,2 %. La fréquentation des sites touristiques reste en outre largement en dessous des chiffres enregistrés l'an passé : -64 % de

visiteurs à Petra sur les trois premiers trimestres par rapport à la même période en 2023, -22 % à la mer Morte et -64,5 % à Wadi Rum.



LIBAN

1. BANK AUDI CÈDE SA FILIALE TURQUE POUR SE RECENTRER SUR LE MARCHÉ LIBANAIS

Le groupe Bank Audi, détenant l'une des plus grandes banques du pays, a annoncé cette semaine avoir conclu un accord définitif pour la vente de sa filiale turque, Odea Bank (cession de 96% du capital) à la société d'investissement et de holding ADQ, basée à Abu Dhabi. Créée par Bank Audi en 2012, Odea Bank disposait d'actifs d'une valeur de 87,4 Mds de livres turques (soit 2,6 Mds USD). Cet accord, supervisé par JP Morgan, s'aligne sur l'orientation stratégique actuelle du groupe Bank Audi, axée sur son marché national ainsi que sur sa présence en Europe. Depuis le début de la crise financière au Liban, Bank Audi a vendu une importante partie de ses filiales à l'étranger, ce qui lui a permis notamment de renforcer ses liquidités en devises. En 2021, Bank Audi a ainsi vendu sa filiale égyptienne au groupe émirien First Abu Dhabi Bank (FAB), quelques mois après avoir finalisé la vente de ses filiales en Jordanie et en Irak au groupe Capital Bank, et vendu sa participation de 47% dans Bank Audi Syria à la Banque BEMO Saudi Fransi (BBSF).

TERRITOIRES PALESTINIENS

1. L'INFLATION CONTINUE DE FLAMBER EN SEPTEMBRE 2024

L'indice des prix à la consommation (IPC) palestinien, publié par le PCBS en septembre 2024, a augmenté de 60% par rapport à septembre 2023 (282,60 % dans la bande de Gaza, 3,97 % à Jérusalem, et 2,98 % en Cisjordanie). Cette flambée des prix est la conséquence de la guerre entre Israël et le Hamas

dans la bande de Gaza, qui a mis à l'arrêt de nombreuses industries et productions, provoquant une tension sur l'offre. En Cisjordanie, les nombreuses entraves au déplacement de biens et de personnes entre les gouvernorats contribuent également à augmenter les prix des denrées de base. Par rapport aux niveaux observés avant-guerre, les principales augmentations concernent les produits maraichers secs (231%), les œufs (94%), les produits frais (64%) et les huiles (6%).

Sur base de comparaison mensuelle, l'IPC de septembre 2024 a augmenté de 5,93% par rapport à août 2024 dans les Territoires palestiniens.

2. 85% DU SECTEUR INDUSTRIEL EST À L'ARRÊT

Un millier d'entreprises industrielles et transporteurs commerciaux palestiniens ont été interrogés par le Programme des Nations Unies pour le Développement, et 84% d'entre eux ont déclaré avoir subi une destruction totale (54%) ou partielle (30%) de leurs moyens de production ; à noter que 70% des sondés avaient une activité localisée dans la bande de Gaza. Cela représente des dégâts d'environ 790 M USD de pertes directes de matières premières, et 250 M USD de pertes liées à l'endommagement des lignes de productions. Les conséquences sur la population palestinienne sont sans pareilles: 90% de la main d'œuvre ouvrière employée avant-guerre est au chômage. À titre d'exemple, l'industrie textile (majeure dans les TP) est passée de 8740 à 674 ouvriers. Toutefois, plus de la moitié de ces entreprises se sont dites prêtes à reprendre la production à plein régime en cas de cessez-le-feu ; 58% d'entre elles ont réussi à préserver leurs machines et équipements des affrontements.

3. DÉBUT DE LA CUEILLETTE DES OLIVES SOUS LA MENACE DES COLONS

Le ministre palestinien de l'agriculture, Rezaq Selimieh, a déclaré à la presse que la Palestine connaissait une saison des olives « exceptionnellement difficile » en raison de l'escalade des attaques de colons et de la guerre à Gaza. Les agriculteurs risquent de faire face à des entraves sur des zones d'une superficie supérieure aux 100.000 km² comptabilisés l'an dernier, du fait des incursions de l'armée d'une part et des violences des colons d'autre part. Le ministre de l'agriculture prévoit que la Cisjordanie produise environ 20 000 tonnes d'huile d'olive cette année. La récolte d'olives est une des principales activités agricoles et d'exportation des Territoires palestiniens, et fournit beaucoup d'emplois informels en Cisjordanie.

SYRIE

1. LE BUDGET 2025 PRÉVOIT UNE HAUSSE DES INVESTISSEMENTS ET UN DÉFICIT DE 21%

Le budget syrien 2025 verra une augmentation significative de 73 % des investissements publics, tandis que le déficit public devrait atteindre environ 21 % des dépenses totales, selon le projet approuvé par le gouvernement syrien le 10 octobre. Le budget s'élèvera à 52,6 billions de livres syriennes (3,89 Mds USD), en hausse de 48 % par rapport aux 35,5 billions de livres syriennes pour l'année 2024 (3,08 Mds USD

de 2024). Les transactions de change du gouvernement sont calculées sur la base d'un taux de change de 13 500 livres syriennes pour un dollar, contre 11 500 livres syriennes en 2024 et 3 000 SYP en 2023. Les recettes budgétaires sont prévues à 41 600 Mds SYP, contre 26 100 Mds SYP cette année, soit une forte augmentation d'environ 74 %. Le déficit est projeté à 21 %, soit 11 040 Mds SYP (818 M USD), contre 9 400 Mds SYP (817 M USD) de déficit pour 2024.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION - 2023 (MILLION)	FMI / WEO	106	43	87	9,8	10,3	5,4	5,5	23
PIB (Mds USD) - 2023	FMI / WEO	394	255	366	522	51	18	17	8
PIB / HAB. (USD) - 2023	FMI / WEO	3728	5884	4234	53233	4946	3315	3177	353
CROISSANCE PIB RÉEL (%) - 2023	FMI / WEO	3,8	-2,7	3,0	1,5	2,6	0,5	-7,4	-1,5
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	-6,0	-7,7	-5,5	-4,2	-5,2	0	-3,9	-8,0
DETTE PUBLIQUE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	96	49	31	62	114	280	63	n/a
RATING COFACE	COFACE	C	E	E	A3	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	Statistiques officielles	28,1	4,0	31,2	3,0	1,8	35	6	n/a
PMI	Statistiques officielles	49,6	n/a	49,8	47,4	n/a	48	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1742	331	282	1803	339	362	17	22
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1117	1655	41	1471	47	98	4	5

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

A1 TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr